

Le VIET-NAM aux Vietnamiens

AVANT-GARDE ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

RETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

À UX annales du colonialisme, une sombre date s'est inscrite: Caobang-Octobre 1950. La défaite du corps expéditionnaire dans le Nord-Tonkin a rempli de crainte et d'amertume, ministres, généraux et capitalistes.

A l'annonce de la défaite des troupes colonialistes, la classe dominante et ses politiciens serviles se sont tournés, d'un seul élan, vers l'Amérique: donnez-nous, ont-ils dit, les armes, les crédits et même les hommes dont nous avons besoin pour arrêter l'abaissement de la marche de la révolution.

« Au Pacte Atlantique, a précisé M. Létourneau, avant d'embarquer pour l'Indochine avec le général Juin, ne pourrait-il correspondre un effort comparable de coopération économique et militaire des puissances intéressées au maintien de l'équilibre et au rétablissement de la paix en Extrême-Orient. »

De quel équilibre et de quelle paix s'agit-il? De l'équilibre dans l'exploitation, la misère et le sang... de l'équilibre et de la « paix » colonialistes.

Le pacte réclamé par l'éminent ministre d'Etat aux questions indochinoises, c'est un pacte d'entente impérialiste contre les mouvements révolutionnaires qui déferlent ou menacent de déferler dans le monde colonial.

La victoire de la révolution chinoise, la lutte révolutionnaire des peuples viet-namiens, birman, indonésien, coréen, ont plongé le capita-

lisme mondial dans une crise sans précédent. Du fait de ces révolutions, celui-ci s'est trouvé amputé d'immenses marchés où autrefois il investissait librement ses capitaux, où il récoltait ses marchandises et où il disposait librement des matières premières et d'une main-d'œuvre honnêtement exploitée.

La moitié du monde échappe à l'impérialisme

Le marché qui échappe aujourd'hui à l'impérialisme s'étend à plus de la moitié du monde: il comprend l'U.R.S.S., la Chine, la partie du Viet-Nam qui est libérée, la Yougoslavie, les pays de démocratie populaire et les secteurs asiatiques en révolution.

C'est pour reconquérir les terres d'exploitation colonialistes que combattent au Viet-Nam, en Corée, en Birmanie, en Malaisie, les corps expéditionnaires de l'impérialisme français, américain, anglais. C'est pour se rouvrir ultérieurement le marché russe qui lui est fermé depuis 1917 et celui de l'Est européen et de la Chine, que l'impérialisme mondial arme et mobilise.

Il s'agit des deux phases d'un même combat: l'agression que les pays capitalistes commettent actuel-

lement en Extrême-Orient sous le couvert du « rétablissement de l'équilibre » est de même nature que l'agression qu'ils préparent sous le slogan d'une « nouvelle guerre mondiale pour la paix » contre l'U.R.S.S. et le reste du monde qui leur a échappé.

Mais il n'est pas si facile de venir à bout de la résistance des peuples qui se sont libérés ou luttent pour se libérer de la tutelle de l'impérialisme étranger, de l'exploitation des féodaux et de la bourgeoisie nationale rapace.

Le capitalisme est payé pour le savoir, lui, qui, depuis cinq ans, mène inlassablement la guerre contre les peuples coloniaux d'Extrême-Orient. Il y a englouti dollars, munitions, soldats, sans pouvoir arrêter la marche inexorable de la révolution dans ces pays.

D'immenses possibilités révolutionnaires

Bien plus, sur la carte géographique du monde, la tâche des pays coloniaux en révolte va s'élargissant. Hier c'était la Corée que les victoires de Mac-Arthur n'ont pas pu sauver. Aujourd'hui c'est l'Afrique du Nord; de Tunis à Dakar en passant par Alger, la menace se précise: l'impérialisme peut encore, il est vrai, gagner du temps, grâce à l'appui des hoberaux et de la bourgeoisie indienne, mais il ne pourra empêcher la moindre soulèvement aux populations laborieuses affreusement exploitées de ces pays.

Le déclenchement d'un mouvement révolutionnaire de masse en Afrique du Nord aurait des conséquences incalculables pour l'impérialisme mondial, mais plus précisément encore pour l'impérialisme français. La révolte de cette terre d'élection de l'exploitation colonialiste pourrait remettre en question non seulement le fragile équilibre économique du capitalisme français, mais aussi sa « paix sociale ». Alger est moins loin de la France qu'Hanoï; les travailleurs français ne seraient pas les derniers à s'en apercevoir... en mettant probablement à profit les difficultés M. MESTRE. (Suite page 3)

Quand l'O.N.U. libère la Corée

LES Coréens ont rejeté les ultimatum de Mac-Arthur, et la guerre continue avec la permission de l'O.N.U. au delà du 38^e parallèle. Les troupes impérialistes de l'O.N.U. ont rencontré de nouvelle résistance fatigante, extrêmement difficile à vaincre, malgré leur supériorité écrasante, qu'un communiqué de Mac-Arthur étale dans les termes suivants: « Tirant à la cadence de quinze mille coups à la minute, le puissant cuirassé américain Missouri a déversé hier en moins d'une heure plus de 800.000 litres de mort et de destruction sur les objectifs militaires. » (Le Monde, 14-10-50).

Car les troupes de l'O.N.U. sont celles de la contre-révolution et de la réaction en marche vers le Nord du pays, non pas pour le « libérer », mais pour étendre dans toute la Corée le régime féodo-capitaliste détesté de l'impérialisme français et de la Réforme Agraire et des Comités Populaires.

Ce défilé manifeste de la contre-révolution et de la réaction dans le Nord (Mac-Arthur, le bourreau impérialiste, entraînant dans son sillage le « terrible vieillard » Syngman Rhee à peine capable de se tenir debout par ses propres forces) n'a pas été sans provoquer certains remous parmi la classe impérialiste de l'O.N.U.

Les Anglais, en particulier, ont insisté pour que l'O.N.U. ne se démasque pas complètement aux yeux des masses opprimées de l'Asie et du Monde comme un instrument de la pire réaction qui aura lutté, en réalité, en Corée pour la victoire de Syngman Rhee. Ils ont obtenu le vote à l'O.N.U. d'une résolution qui circonscrit le pouvoir de ce dernier dans la Corée du Sud seulement, la Corée du Nord devant passer sous l'autorité directe de Mac-Arthur, « commandant des forces des Nations Unies ». Ils ont insisté, d'autre part, pour que les « Nations Unies » ne reviennent pas « brutalement » sur la réforme agraire introduite dans le Nord, ainsi que sur les autres réformes sociales.

Mais les impérialistes se hâtent de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. La guerre de Corée n'est pas finie et la résistance des masses est loin d'être brisée. On ne sait pas encore non plus qu'elle sera

la réaction finale de la Chine et même de l'U.R.S.S.

Tandis qu'en Indochine on assiste au développement de la guerre en Corée, la supériorité impérialiste oblige au contraire au développement de la guerre en Corée.

Déjà le Sud occupé est infesté de partisans effectuant de multiples coups audacieux. On assistera au même phénomène dans le Nord, favorisé davantage pour ce genre de guerre, par le relief et la proximité de la Chine et de l'U.R.S.S.

Il n'y aura pas de « paix » en Corée avec la présence des impérialistes appuyés sur l'administration de Syngman Rhee et de Mac-Arthur.

L'avenir de la Corée est lié au sort de la révolution coloniale en Asie dans les années prochaines, et à l'évolution des rapports entre les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Chine.

Les masses coréennes n'avaient d'autre alternative que de se battre pour réaliser l'unification et l'indépendance de leur pays.

Dans cette tentative progressive, privées d'une aide efficace et déintéressée de la bureaucratie soviétique, elles furent combattues par la coalition puissante des impérialistes.

Elles n'attendent plus leurs buts et ne trouveront leur liberté pour laquelle elles ont tant souffert, que dans le triomphe définitif de la révolution coloniale en Asie, qui rendra les masses indépendantes aussi bien des agissements de l'impérialisme que de la bureaucratie soviétique.

Jean-Paul MARTIN.

Politique d'armement Politique de misère

Le temps est passé où la bourgeoisie se donnait la peine de distiller, sous la lumière du « droit » et de la « civilisation », le caractère purement de profits économiques de sa politique de guerre. Elle pleure sur les sacrifices du corps expéditionnaire qu'elle a envoyé elle-même à la mort, elle fait passer sur les écrans des cinémas, les images douloureuses de la guerre en Corée, mais elle avoue avec cynisme dans ses journaux, sa satisfaction de voir le monde s'engager dans une vaste politique de réarmement et de guerres colonialistes.

« Le programme de réarmement, écrivait Lyle Wilson dans le Monde du 15 octobre, a des effets salutaires, économiquement parlant... il assure à longue échéance la stabilité et le plein emploi de la production américaine. Il exclut ainsi le danger de crise économique, qui serait sans doute éteint l'allié le plus redoutable du communisme mondial aux Etats-Unis », et, ajoute le même journaliste, « la situation des pays européens s'est améliorée ».

En effet, grâce à la politique de réarmement, le capitalisme voit s'ouvrir pour lui une possibilité de se créer artificiellement de nouveaux débouchés et d'échapper ainsi à la crise qui le menace.

Ainsi, aux Etats-Unis, l'industrie a trouvé un regain d'activité avec les commandes d'Etat pour la guerre, et tel point qu'elle a dû développer rapidement ses achats de matières premières à l'étranger.

La politique de réarmement n'est pas l'épanouissement de la seule Amérique, d'autant que la production de guerre ne donne pas seulement de nouveaux débouchés, mais aussi le moyen d'agresser la classe ouvrière et les peuples coloniaux qui ont échappé à la domination impérialiste. C'est pourquoi, tous les capitalistes cherchent à s'engager rapidement dans cette voie. Mais leur faiblesse interne et le besoin qu'ils ont des U.S.A. ne leur permettent pas de trouver comme l'Amérique dans la production de guerre une issue nouvelle provisoire à leur crise.

Voilà comment le problème se pose en France.

La bourgeoisie vient de décider de consacrer — officiellement — 3.500 milliards de francs en trois ans au réarmement. La première tranche 1951 s'élèvera à la coquette somme de 850 milliards. Sur ce chiffre, 500 milliards seront fournis par les classes laborieuses de ce pays. Pour obtenir les 850 milliards qui manquent (jusqu'alors le budget de la guerre s'élevait annuellement à 500 milliards de francs), de nouveaux impôts — dont un impôt sur les salaires — seront prochainement adoptés.

210 milliards seront demandés à l'Amérique. C'est là le but du voyage de Jules

Mach et Petchi qui sont allés voir si la bourgeoisie américaine était prête à donner à son amie de France, une partie de la plus-value que celle-ci extorque aux travailleurs américains. « Avec cet argent, écrit le Monde du 15 octobre, la France pourrait fabriquer elle-même une bonne partie de son armement et lancer par là même des débouchés nouveaux à certaines industries. »

Seulement la bourgeoisie américaine ne s'attend pas de cette ardeur: elle n'aide pas son « ami » pour lui ouvrir de nouveaux débouchés, mais pour que celle-ci lui achète (Suite page 2)

AIDONS LES OUVRIERS ET PAYSANS YOUGOSLAVES Appel du Secrétariat de la IV^e Internationale à toutes les organisations ouvrières indépendantes du Kremlin CAMARADES, Une crise alimentaire sévère se développe actuellement en Yougoslavie. La sécheresse exceptionnelle qui a régné cet été dans le pays a réduit fortement sa production agricole, imposant des restrictions sévères à la population laborieuse des villes et aux paysans pauvres. Cette situation est particulièrement aggravée par le manque d'aide extérieure efficace. Le Kremlin et ses satellites maintiennent depuis longtemps un blocus total de la Yougoslavie, tandis que les milieux réactionnaires des pays occidentaux n'accordent leur aide qu'en doses savamment calculées. Les uns et les autres désirent, en réalité, voir échouer l'expérience entreprise par la Yougoslavie prolétarienne qui, au lendemain de sa rupture avec le Kremlin, s'est engagée dans la voie de la démocratie socialiste. De multiples mesures jalonnent déjà cette voie, dont les dernières parmi les plus importantes sont celle de la remise des usines à la gestion ouvrière, et celle de l'abolition de privilèges alimentaires. Indépendamment des critiques que les uns et les autres nous aurons à formuler sur tel ou tel aspect de la politique du gouvernement et du Parti Communiste yougoslave, ces mesures constituent indubitablement une expérience valable et de portée historique dans le développement de la démocratie prolétarienne et socialiste. L'intérêt que représente cette expérience pour tout le mouvement ouvrier international doit primer tout autre considération et doit pousser, à notre avis, toutes les organisations ouvrières indépendantes du Kremlin à entreprendre une action rapide et efficace pour venir en aide à la Yougoslavie. C'est avant tout aux grandes organisations qui se réclament de la classe ouvrière, et particulièrement à la Ligue progressive — aux centrales syndicales A.F.L., C.I.O., U.M.W. et syndicats indépendants aux Etats-Unis; au Labour Party et au T.U.C. de la Grande-Bretagne; au parti socialiste S.F.I.O., aux centrales syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. en France; au parti social-démocrate allemand S.P.D. et à la centrale syndicale D.G.B.; aux partis socialistes italiens et à la C.G.I.L. en Italie; au parti C.C.F. et au syndicat C.C.L. et T.L.C. du Canada; au Labour Party et à la Confédération des Syndicats d'Australie; aux organisations et militants syndicalistes progressistes d'Argentine, etc... — dont plusieurs dirigeants en vue, à l'exemple de Sam Watson, Président (1949-1950) du Labour britannique, se sont déclarés favorables à la poursuite de l'expérience yougoslave, qu'incombe avant tout le devoir de prendre l'initiative d'une large action de front unique de toutes les organisations ouvrières pour l'aide rapide et efficace à la Yougoslavie. Il s'agit en premier lieu d'exercer une pression énergique sur les gouvernements de tous ces pays pour qu'ils envoient sans délai d'importants dons de vivres en Yougoslavie, puisés dans leurs réserves stockées, et qu'ils adoptent envers ce pays une politique d'aide financière et commerciale, sans contre-partie en concessions politiques. Nous suggérons, d'autre part, la constitution dans tous ces pays de COMITÉS NATIONAUX D'AIDE A LA YOUGOSLAVIE, représentatifs de tous les courants du mouvement ouvrier et des milieux progressistes. Ces Comités devraient impulser une campagne pour qu'une aide matérielle immédiate, sous forme de vivres et argent, soit expédiée en Yougoslavie. Ils pourraient s'efforcer de mobiliser l'opinion publique démocratique de leurs pays pour obtenir des gouvernements une action dans le sens déjà décrit. Ils ont le blocus de la Yougoslavie prolétarienne! Aidons les ouvriers et paysans yougoslaves! Vive la solidarité internationale des travailleurs! LE SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE.

Le jeune soldat reste un prolétaire

« A classe » va partir. Pour dix-huit mois. Dans les casernes et dans les camps, les bleus retrouveront leurs anciens qui seront en train de faire trois mois de « rabiot ».

Dans ce temps où on assiste à la renaissance du militarisme français dans toute son incertitude, que signifie cette prolongation du service militaire? Quelle est la lutte menée contre cette prolongation par les grandes organisations ouvrières? Quelles sont les perspectives et les mots d'ordre proposés aux jeunes en casernes?

Personne et la bourgeoisie moins que personne, n'a pensé que la prolongation du service augmenterait l'efficacité militaire de l'impérialisme français, mais ce souci de l'efficacité affirmé aussi de l'U.J.R.F. n'est pas celui des prolétaires...

Pour ceux-ci, le rabiot, les dix-huit mois signifient une main-mise plus longue, plus efficace de ce côté machin à briser la conscience de classe qui s'appareille militaire, la soumission augmentée à tout ce système de brigades, de contraintes qui doit finalement restituer le jeune prolétaire à sa classe avec le seul désir de « vivre en sa tranquille ».

Il fut un temps où la Jeunesse Communiste et le Parti Communiste Français avaient une politique véritablement révolutionnaire qui maintenait les encasernés en contact avec leur classe, qui liait les luttes des prolétaires en uniforme avec celles des usines; cette jeunesse et ce Parti faisaient de l'agitation du service militaire, arme de lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat, l'objectif contre lequel devait se battre ENSEMBLE TOUTE la classe ouvrière, encasernés et civils.

En est-il encore ainsi aujourd'hui? Non, le P.C.F. et l'U.J.R.F. ne voient dans cette mesure qu'un moyen de faire des jeunes prolétaires des instruments de l'impérialisme américain.

Et même dans cette protestation très limitée, ils engagent la classe ouvrière à lutter contre le rabiot avec les mêmes armes que celles qui lui proposent pour lutter contre la guerre, c'est-à-dire sans action révolutionnaire.

En réalité, la lutte contre le rabiot est une CAMILLE. (Suite page 4)

TOUS A L'ŒUVRE pour l'élargissement de la diffusion

L'EFFORT des militants du P.C.I. et de quelques sympathisants a été ce que nous attendions. La première partie du fonds de 250.000 francs est rentrée et dès ce numéro, le journal se trouve diffusé dans un millier de kiosques à travers toute la France. Une affiche de propagande va permettre d'annoncer et soutenir ce lancement.

sants afin que nous ne soyons pas dans l'outrageuse obligation de recourir à des colleurs professionnels. Enfin, il faut que chaque lecteur de « La Vérité » devienne un inspecteur de vente. Nous mettrons à votre disposition une carte spéciale qui vous permettra de vérifier si le journal est bien effectivement déposé où il doit l'être et si les quantités correspondent aux besoins réels. Un journal révolutionnaire privé de toutes ressources occultes ne peut vivre que par l'aide financière et aussi active de ses lecteurs. Nous vous demandons aujourd'hui de nous secourir dans notre tâche, car c'est là la seule possibilité de la mener à bien. Répondez sans tarder à notre appel, faites-nous savoir de quelle façon vous pouvez participer à la tâche commune.

Le coin des "Amis de La Vérité"

COMME on le verra plus bas le groupe parisien a bien repris son activité après les vacances. Il n'en est malheureusement pas de même en province. Nos camarades isolés nous envoient avec beaucoup de régularité leurs cotisations, mais font peu d'efforts ont été fait jusqu'à présent pour étendre le réseau des « Amis de La Vérité » et former de nouveaux groupes locaux. Dans plusieurs grosses agglomérations, c'est cependant possible. C'est là une tâche importante que doivent réaliser nos sympathisants les plus proches en collaboration avec nos cellules du P. C. I. D'autre part nos camarades isolés doivent entrer plus souvent en correspondance avec nous. Le Bulletin des « Amis de La Vérité », dont la publication mensuelle va reprendre début novembre, sera pour tous un lien et une aide efficaces.

réunion qui aura lieu le 3 novembre, à 20 h. 30, rue Daguerre. Une bonne discussion a suivi l'exposé de Jacques Privas sur la guerre de Corée. Au préalable, un plan d'activité pour l'année avait été discuté et adopté. Tout un programme de fêtes au profit du journal a été posé sur pied. Un cercle d'étude marxiste ouvert à tous les lecteurs du journal fonctionnera tous les mardis, 19, rue Daguerre, à partir du mardi 18 octobre.

Souscriptions exceptionnelles pour le fonds de 250.000 Frs

Cellule de la Région Parisienne: 68.150 fr.; Bretagne: 3.050; Tunis: 1.000; Marne: 2.500; Drôme-Ardèche: 5.500; Nantes: 2.000; Saïgon: 3.000. — Total: 85.200 francs. Le premier versement de 150.000 francs qui nous était nécessaire pour le 10 octobre n'est pas encore atteint. Cela provient de certains retards de quelques cellules parisiennes mais surtout des régions de province qui pour la plupart ont toutes fait des promesses suffisantes mais tardent à effectuer leurs envois. Camarades faites immédiatement le nécessaire, sans quoi notre plan d'élargissement de la diffusion se trouvera compromis.

Le samedi 23 novembre, à 20 h. 30, salle Lancy, 10, rue de Lancy, un camarade responsable de la brigade de travail « 14 Juillet » en Yougoslavie, fera une conférence sur « Ce que nous avons fait et vu en Yougoslavie ». Tous les lecteurs de « La Vérité » pourront retirer des invitations au Siège du journal, le samedi de 16 à 19 heures.

Souscription permanente Carte n° 2369; 300; Carte n° 2370: 300. — Total: 1.330 francs. Total général (moins la phal. except.).....Fr. 2.730 Total précédent (pour 1950). 201.460 Total à ce jour..... 204.190

22 Octobre 1941 à Chateaubriand..

Le 22 octobre 1941, à Chateaubriand, 27 militants antifascistes tombèrent sous les balles de la repression nazie. Parmi eux se trouvaient un militant et un sympathisant trotskystes: Marc Bourhis et Pierre Guegen. MARC BOURHIS, instituteur à Tréguier (Finistère), avait quitté en 1941 le Parti Communiste en raison de son opposition à la politique bureaucratique imposée par la direction stalinienne du Komintern. Militant syndicaliste d'avant-garde, propagandiste de l'Ecole Emancipée, il rejoignit les organisations trotskystes en 1936 et ne tarde pas à occuper des postes de dirigeant. C'est son action révolutionnaire qui le fait arrêter le 2 juillet 1941. Transféré à Chateaubriand pour un dangereux militantisme révolutionnaire, il y trouvera une mort glorieuse aux côtés de ses camarades communistes.

PIERRE GUEGEN avait adhéré au Parti Communiste dès 1920 et devait devenir maire communiste de Concarneau. Toujours resté en liaison étroite avec Marc Bourhis, il rompt avec le Parti Communiste en 1939 au lendemain du Pacte germano-soviétique pour devenir un des défenseurs du bolchevisme-léninisme avec lesquels il s'affirme d'accord. Jusqu'à la dernière minute, malgré les trahisons et les attaques de son ancien parti, il affirme sa volonté d'être un combattant de la révolution. Marc Bourhis et Pierre Guegen ont leur nom inscrit dans la longue liste de ceux qui sont tombés sous les coups du drapeau du communisme révolutionnaire pour conduire le prolétariat à la victoire.

Service d'Édition et de Librairie

- 19, rue Daguerre, Paris (14e) C.C.P. Corvin 696-96 Paris Ouvrages de TROTSKY: La Révolution Russe (2 vol.)... 1.500 Ma Vie... 200 Staline... 540 La Révolution trahie... 240 Brochures d'éducation: La Révolution Russe... 50 L'Exploitation capitaliste... 40 Histoire de la IVe... 80 Ouvrages sur la Yougoslavie: Les mines aux ouvriers, de Tito... 50 De la Démocratie Populaire en Yougoslavie, de KARDELJ... 60 La fable de l'aide soviétique, de PRJADE... 40 Sur les voies nouvelles du socialisme, de DJILAS... 40 VIENT DE PARAÎTRE OÙ va le peuple américain, de DANIEL GUERIN... 480 Tous ces prix sont franco de port, payables à la commande.

Comme chez Renault luttons pour la parution de "L'Algérie Libre"

Pour exiger la parution de « L'Algérie Libre », les militants du P.C.J. de chez Renault ont écrit ce tract. En le diffusant aux portes de l'usine, il faisait savoir aux patrons et au gouvernement réunis tentent de nous exploiter autant qu'ils le peuvent en accélérant les cadences de fabrication, en augmentant les prix, en nous épuisant d'inquiétude. Mais ce n'est pas suffisant. La moindre manifestation de 1941 de lutte contre ces mesures est l'objet de sanctions policières et judiciaires. La bourgeoisie voudrait nous écraser physiquement, matériellement et moralement sans que nous disions quoi que ce soit. Pour tenter de nous réduire à l'impuissance, la bourgeoisie commence son offensive sur les catégories de travailleurs les plus vulnérables, c'est-à-dire les travailleurs étrangers, Espagnols, Nord-Africains et Vietnamiens connaissent aujourd'hui les persécution au petit jour, les rencontres brutales avec les flics dans les rues et souvent l'internement.

gner les listes de pétition aux travailleurs de chez Renault. Voilà du bon travail pour soutenir nos camarades algériens. mais nous montrons, en les signant, que la lutte des travailleurs nord-africains est en France, de la sympathie de tous les travailleurs; que, dans l'avenir, les travailleurs français sauront aider leurs frères nord-africains à conquérir les droits qu'ils défendent aujourd'hui et l'indépendance de leur pays. Signez tous les pétitions de protestation contre la saisie de « L'Algérie Libre ». En France, toutes les organisations ouvrières élèveront la même voix. Elles se mettront d'accord sur les moyens d'action à employer. Vive la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme français! Vive l'indépendance totale et inconditionnelle de l'Algérie!

Depuis plusieurs mois déjà, « L'Algérie Libre », organe du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M. T. L. D.), qui lutte pour libérer le peuple algérien du joug du colonialisme français, est victime de saisie sans motif plausible, pas plus que légal; ce journal, qui explique les « beautés » du colonialisme en Afrique du Nord, se voit arrêté à peine sorti de l'imprimerie. Chez Renault, 3.000 Nord-Africains travaillent dans les conditions les plus dures, les plus malsaines et souvent les plus mal payées. Alléchés par des promesses de gros salaires, ils ont quitté leur pays pour essayer de gagner quelque argent en France pour rembourser quelque dette foncière qu'ils avaient au pays. Ils sont des dizaines de milliers en France qui ont été trompés par les capitalistes. Ils sont des dizaines de milliers en France qui peuvent dire ce qu'est « l'œuvre civilisatrice » des colons dans leur pays.

Politique de misère

les marchandises qui sont produites par les usines américaines. Désireux d'accorder un crédit à la France (on parle d'un milliard de dollars pris sur 4 milliards votés récemment par le Congrès américain pour aider militairement l'Europe), elle se refuse à ce que cette aide prenne la forme d'une simple aide financière: en vertu de la réglementation sur l'aide militaire à l'Europe, tous les crédits accordés au titre de cette aide, seront OBLIGATOIREMENT AFFECTÉS A DES ACHATS DE MATERIEL AUX ETATS-UNIS. Ainsi les plans de la bourgeoisie française sont bouleversés. Elle ne trouvera pas dans la politique d'armement, l'issue qu'elle espérait. Comme il n'est pas question de réduire les bénéfices capitalistes et qu'il faut bien prendre l'argent quelque part, ce sont les classes laborieuses qui feront les frais des préparatifs de guerre avant d'aller mourir sur les champs de bataille.

Le gouvernement trouve cela intolérable et entend muter un de leur moyen d'expression: leur journal « L'Algérie Libre ». Nous, travailleurs français, devons comprendre que si aujourd'hui nous tolérons une telle chose, demain ce sera notre propre presse, nos propres revendications, nos propres droits démocratiques qui seront bafoués de la même façon. Les travailleurs français et nord-africains ont les mêmes intérêts, car ils ont les mêmes exploités. Aujourd'hui, la lutte pour empêcher la saisie de « L'Algérie Libre », c'est notre lutte à tous, les exploités du capital. Contre ces mesures d'exception qui commencent à devenir une règle qui prépare le régime fasciste auquel aspirent les patrons, l'opinion ouvrière française doit se dresser d'un seul bloc. D'une seule voix, les millions de travailleurs français doivent dire: non au régime du gouvernement. D'un seul élan, les travailleurs signeront les listes de pétition qui leur seront présentées. Nous savons bien que ces listes de pétition ne peuvent rien régler par elles seules,

Mais la classe ouvrière ne doit pas être moralement dans la situation où elle était en 1938. Elle n'est prête aujourd'hui ni à recevoir l'uniforme, ni à laisser réduire son pouvoir d'achat à la portion congrue. La répression, les C.R.S. de Jules Moch et la garde territoriale n'évitent pas à la bourgeoisie de nouveaux conflits sociaux. Les ouvriers sont retenus aujourd'hui par leur division, mais ils s'acheminent une fois de plus vers la réunification de leur front de lutte. L'élection démocratique dans chaque entreprise des Comités d'unité d'action élus par tous les travailleurs syndiqués ou non qui discutent librement du programme revendicatif et de la manière de conduire les prochaines luttes, est le meilleur gage de l'unité. Si toutes les forces ouvrières s'unissent en même temps dans l'action, elles pourront non seulement arracher un véritable minimum vital et tréfiler mobile, mais aussi imposer l'arrêt de la politique d'armement. PAS EN HOMME. PAS UN SOU POUR LA PRÉPARATION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE. PAS DE PROGRAMME D'ARMEMENT, MAIS UN PROGRAMME D'UTILITÉ PUBLIQUE.

LA VÉDUPARTI

Les travaux de la session du Comité Central des 30 septembre - 1er octobre 1950

I Le rapport sur la situation internationale fut présenté par Privas au nom du Bureau Politique. La résolution issue des débats fut adoptée à l'unanimité moins une abstention. Elle développait les points suivants: La guerre de Corée était au début une guerre civile de tout le peuple coréen pour la terre, l'unité et l'indépendance contre Syngman Rhee et le gouvernement policier des féodaux et des capitalistes. L'intervention de l'impérialisme la transforma en une guerre révolutionnaire de libération nationale. Le peuple coréen doit être soutenu par les exploités et opprimés du monde entier. L'attitude criminelle du Kremlin, laissant sans armes ni soutien le peuple coréen, doit être dénoncée. La guerre de Corée, en révélant dans les faits l'impréparation militaire et sociale de l'impérialisme et la peur qu'a la bureaucratie du Kremlin des mouvements révolutionnaires des masses, confirme que les deux plus grandes forces cosmopolites du monde nous ouvrent aujourd'hui à déclencher une guerre générale. Le réarmement et la militarisation entrepris par l'impérialisme pour préparer la guerre contre l'U.R.S.S. mènera en même temps à une ramification économique et une diminution du chômage, une aggravation du sort des masses supportant le lourd

fardeau des charges militaires. Des mouvements sociaux en résulteront dans la prochaine période auxquels l'avant-garde ouvrière doit se préparer. En arrière ceux-ci et à les empêcher de mener leur combat revendicatif et révolutionnaire indépendant. Il montrera que la classe ouvrière peut renverser le régime avant que les impérialistes puissent ouvrir la 3e guerre mondiale. Le parti luttera contre les préparatifs de guerre et montrera que la seule solution pour imposer la paix est la lutte révolutionnaire.

cette analyse, le Comité Central a conclu en conséquence que telle ou telle position du P.C.Y. ne peut pas modifier notre politique de défense de la Yougoslavie; cette position découle du fait que la Yougoslavie est un Etat ouvrier, tenaillé entre la bourgeoisie de Moscou et l'impérialisme mondial. Nous défendons toute conquête et tout mouvement de la classe ouvrière, même si nous n'approuvons pas toutes les positions de leurs dirigeants. III pour la pénétration des idées révolutionnaires dans de large milieu de la jeunesse. IV vrière pour la défense des intérêts ouvriers et la réalisation de l'unité d'action démocratique. V fonds de 250.000 francs, afin d'étendre la diffusion de La Vérité.

reauratie de Moscou et l'impérialisme mondial. Nous défendons toute conquête et tout mouvement de la classe ouvrière, même si nous n'approuvons pas toutes les positions de leurs dirigeants. III pour la pénétration des idées révolutionnaires dans de large milieu de la jeunesse. IV vrière pour la défense des intérêts ouvriers et la réalisation de l'unité d'action démocratique. V fonds de 250.000 francs, afin d'étendre la diffusion de La Vérité.

« LA VERITE » ne se trouve pas dans tous les kiosques. Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord... 300 fr. A. O. F. 440 fr. Indochine, 680 fr. 1 an: Etranger 350 fr.

PERMANENCES DU PARTI

- PARIS La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h., 19, rue Daguerre, Paris (14e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31. CLERMONT-FERRAND Adresse correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme). BREST Jean Leotie, Isal, 12, Petit-Paris. QUIMPER Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper. NANTES La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay. HELLEMMES Victor, 33, rue Devola, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30. MONTPELLIER S'adresser ou écrire à Poupard, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier. TARASCON-BEAUCAIRE 3, rue du Docteur-Barlier (Tarascon). LYON Café du Dauphiné, tous les samedi, de 16 heures à 18 heures, 3, cours Gambetta. SAINT-ETIENNE Maurice Laurent, café Beset, place du Peuple.

Dans la région parisienne Dans la région parisienne, le Comité Central a conclu en conséquence que telle ou telle position du P.C.Y. ne peut pas modifier notre politique de défense de la Yougoslavie; cette position découle du fait que la Yougoslavie est un Etat ouvrier, tenaillé entre la bourgeoisie de Moscou et l'impérialisme mondial. Nous défendons toute conquête et tout mouvement de la classe ouvrière, même si nous n'approuvons pas toutes les positions de leurs dirigeants. III pour la pénétration des idées révolutionnaires dans de large milieu de la jeunesse. IV vrière pour la défense des intérêts ouvriers et la réalisation de l'unité d'action démocratique. V fonds de 250.000 francs, afin d'étendre la diffusion de La Vérité.

II Dans son rapport sur la politique extérieure de la Yougoslavie, Pierre Frank a indiqué que l'Union du P.C.Y. que nous avons suivie pas à pas depuis juin 1948 est dépendante de forces nationales et internationales. Ce qui donne des aspects contradictoires entre la politique intérieure (l'usine aux ouvriers) et la

politique extérieure (Corée). Mais cette évolution est loin d'être terminée. Le renforcement du mouvement ouvrier international est, avec une critique fraternelle des positions erronées, le moyen d'aider le P.C.Y. à continuer à évoluer dans la voie du marxisme. Après avoir adopté unanimement

Le prochain numéro de « La Vérité » paraîtra le 9 NOVEMBRE 1950

LES ALLÉGATIONS DU KOMINFORM NE TIENNENT PAS DEVANT LA REALITE VOUGOSLAVE

Un reportage de "La Vérité"

Ce que des brigadistes du P.C. ont vu et entendu

Suite du Numéro précédent

Au cours de la grande mission d'information qu'ils menaient en Yougoslavie, les centaines de jeunes des brigades ne se préoccupaient pas seulement de vérifier les allégations du Kominform. On peut même dire

Gestion ouvrière et retour au capitalisme

L'arrivée de la première brigade française était précédée de quelques jours par la promulgation de la loi remettant les usines aux collectifs ouvriers. Dans toutes les usines que nous visitâmes les nouveaux Comités venaient d'être élus ou leur élection se préparait. Des jeunes brigadistes assistèrent à certaines élections effectuées à bulletin secret, ainsi qu'à des opérations de dépouillement. Les plus méfants ne pouvaient que s'avouer incapables de conclure à la parfaite démocratie de

les affirmations staliniennes s'effondraient d'elles-mêmes, au contact de la réalité yougoslave. Passant par-dessus ce qui leur apparaissait d'ignobles calomnies, les brigadistes ne s'en faisaient pas moins « inquiétés », mais c'était pour aller plus loin; pour rechercher ce que l'on peut résumer dans la

question: « Les Yougoslaves sont-ils sur la bonne voie de la construction du socialisme? » C'est sous ces différents angles que nous voulons examiner ce qu'un séjour d'un mois en Yougoslavie révélait à ceux qui ne voulaient et ne veulent pas croire sur parole.

plus grandes masses possibles à la lutte pour le socialisme et contre la cristallisation de couches de bureaucrates privilégiés. Les brigadistes ont dû bien rire en voyant Courade présenter cette loi comme un pas vers la « réprivatisation » des moyens de productions collectivisés, car personne ne peut voir plus de démocratie dans un directeur désigné du sommet que dans des Comités élus et composés d'ouvriers qui ne quittent pas leurs machines.

Emprunt et colonisation

A Zagreb, Split, Rijeka, etc., on peut chercher les produits d'importation locaux que nous vivons à Venise. Il n'y en a pas. Les magasins offrent de pauvres étalages devant lesquels un communiste se sent pris de vagues remords de ses pourtant pauvres conditions de vie française et voudrait se dépouiller. Quelqu'un d'hostile au régime nous glisse à l'oreille que pour les membres du Parti il existe des magasins spéciaux. Peut-être, mais nous voyons que nos délégués, membres du Parti, ont la simple mise de tout le monde et qu'ils n'ont pas plus que les autres de savon et de laines de rasoir.

tout, nous avons vu des machines américaines, comme aussi des machines soviétiques, allemandes, anglaises. En fait-il plus pour conclure que les emprunts contractés à crédit élevé par le gouvernement yougoslave servent à l'équipement industriel qui est indispensable pour assurer l'indépendance du jeune état ouvrier et que pour le reste il préfère une austérité héroïque aux facilités des capitalisations. C'est ainsi sans doute que concluaient aussi ce jeune stalinien honteux qui n'insistait pas sur le thème de la colonisation et retrouvait dans sa mémoire les souvenirs de la « révolution » de juin 48 et parlait de « système trop rapide et aventureux dans l'industrialisation » sans s'apercevoir qu'il n'était plus « dans la ligne ».

« Le climat du fascisme »

La propagande stalinienne qui consacre beaucoup de soins et d'efforts à la dépolitisation de la classe ouvrière a utilisé la qualification de « fascisme » à tant d'usages qu'il ne faut pas s'étonner que pour bien des jeunes la démonstration du fait qu'un pays n'est pas capitaliste ne suffise pas à écarter de même coup la possibilité qu'il soit fasciste. D'autre part les brigades comprenaient de nombreux jeunes progressistes, non matérialistes pour qui le fascisme était d'abord ses manifestations extérieures: culte du chef, militarisation, exaltation du nationalisme, etc.

patriotique des Yougoslaves n'a rien à voir avec le chauvinisme et les Français le virent bien qui jouissaient d'un préjugé favorable dû à la connaissance et à l'admiration de la jeunesse yougoslave pour la tradition révolutionnaire française. L'un d'entre nous remarqua: « Il nous connaît mieux que nous l'histoire de la Commune de Paris ». L'on ne s'en étonne pas quand à la vitrine des librairies on constate que les ouvrages de Marx, Engels et Lénine forment une partie essentielle du fonds.

M. LEQUENNE.

Méthode déshonorante

LE LIBERTAIRE n'est pas d'accord avec le P.C.I. sur la question yougoslave. C'est son droit. Il pourrait entamer une polémique ou n'en pas parler. Il préfère une troisième solution: l'amalgame et la collusion. Ses méthodes ne sont pas originales, ce sont celles que les stalinien ont mises au point en vingt-cinq ans d'anitrotskysme. Dans son numéro du 6 octobre, sous le titre « Le Festival des Girouettes », l'un de ses rédacteurs flanque dans le même sac, d'une part l'Allemagne d'Hitler, les U.S.A. de Truman, l'U.R.S.S. de Staline et la Yougoslavie de Tito et, d'autre part, les stalinien déguisés, David Rousset, les intellectuels qui ont rompu avec Moscou sur la question yougoslave et les trotskys. Le coup est connu une fois le mélange opéré, tout ce que l'on pourra dire de l'un s'appliquera à tous les autres. On pourra ainsi accuser de se vendre à tout preneur des militants et une organisation connue pour leur intégrité et que l'on n'a pas le courage d'attaquer franchement. Cela est d'une helle infamie. Le reste est aussi vil et à peine moins écorçant. En particulier les allusions à des changements de positions du P.C.I. en rapport avec sa po-

Des travailleurs vietnamiens témoignent

De nombreux jeunes travailleurs vietnamiens se sont rendus en Yougoslavie. Avant de quitter ce pays, La brigade vietnamienne « Octobre » a adopté à l'unanimité une résolution, dont nous extrayons les passages essentiels suivants: « Les camarades de la brigade vietnamienne « Octobre », composée d'ouvriers et d'étudiants, à laquelle participent un camarade chinois et un camarade nord-africain, réunis à Postojna, le 26 août 1950, tirent de leur mission d'information en Yougoslavie les conclusions suivantes: La révolution politique, économique et sociale, effectuée par le peuple yougoslave de 1941 à maintenant, sous la direction du P.C.Y., a totalement ôté le pouvoir des mains de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers.

Dans les campagnes, la réforme agraire a donné aux paysans la terre qu'ils travaillent, la propriété foncière est abolie. De plus, les camarades ont pu constater l'extension croissante de la collectivisation dans les campagnes. Cette collectivisation est caractérisée par le fait que les paysans adhèrent sans aucune contrainte aux fermes collectives (sovkhozes). L'organisation de ces sovkhozes constitue un des progrès les plus marquants du nouveau régime.

Sur le plan politique, les comités populaires démocratiquement élus par district et par village, et élusables à tout moment, administrent les régions du pays et contrôlent les milices populaires (police du peuple).

Sur le plan culturel, les camarades ont constaté l'effort gigantesque consacré à la construction des écoles, des universités et des cités universitaires.

Sur le plan humain, les camarades vietnamiens ont vécu extrêmement au sein d'un peuple accueillant et fraternel au plus haut point. Quelques-uns des camarades ont visité des prisons et ils peuvent assurer que les détenus jouissent d'un traitement humain; que, chez les détenus politiques notamment, les dignités humaines sont totalement respectées.

Ces mesures politiques, économiques et sociales font de la Yougoslavie un Etat ouvrier où le prolétariat dirige le pays par l'intermédiaire de son avant-garde, le P.C.Y.

A cet Etat ouvrier correspond une armée populaire où la démocratie est assurée par des Assemblées générales régionales.

Tous ces faits démontrent formellement les calomnies lancées par le Kominform et tendant à amalgamer la Yougoslavie à un Etat fasciste.

L'expérience prouve au contraire que depuis la rupture avec le Kominform, des mesures importantes ont été prises pour élargir la démocratie prolétarienne dans cet Etat ouvrier. Le pas le plus important dans cette voie est constitué par la loi sur les collectifs ouvriers dont les camarades ont pu voir le début d'application dans les usines.

En parallèle avec ces mesures d'élargissement de la démocratie, les camarades ont pu constater de la part des militants des différents organismes administratifs ou politiques avec qui ils ont discuté, un souci constant de lutte contre les dangers du bureaucratisme dont ils ont constaté l'action néfaste en U.R.S.S.

Enfin, au cours des différentes excursions et visites, les camarades ont pu voir concrètement comment, du fait de la suppression des obstacles capitalistes, le problème des nationalités a pu être résolu dans la plus grande démocratie, chaque minorité nationale disposant au sein de la République fédérative des droits égaux.

Cette transformation économique, sociale et politique du pays se manifeste dans les faits suivants, constatés par la brigade: — Dans les villes, la nationalisation des entreprises industrielles, commerciales et bancaires.

litique de défense de la Yougoslavie, alors que le plus simple regard sur notre presse suffit pour constater que défend la révolution yougoslave n'exclut pas, mais au contraire comporte pour les trotskys la polémique sur tous les points théoriques et tactiques de désaccords qui peuvent exister entre le P.C.I. et le Parti Communiste Yougoslave.

Le fait d'accusation d'instabilité programmatique et stratégique est d'autant plus curieuse qu'elle vient de la Fédération Anarchiste à qui personne ne reproche par exemple ses contorsions multiples en fait de politique syndicale qui l'ont amenée en fin de compte (ce dont nous nous félicitons) à des positions défendues avec continuité, depuis de longues années, par notre organisation.

Cela est pénible, camarades anarchistes. La discussion n'est possible que si l'on y emploie des méthodes saines. Trotsky a dit que le stalinisme était la syphilis du mouvement ouvrier. Laissez leurs méthodes préférées aux Courade et autres Gilles Martinet, ou nous finirons par croire que vous êtes atteints de leur mal: la peur de la révolution.

Michel MAURIN.

Aux congrès des Trade Unions et du Parti Travailleiste

Les rebelles manquent des points

Depuis plus de cinq ans, le gouvernement travailliste a réussi à maintenir la « paix sociale » en Grande-Bretagne. Malgré sa situation difficile, la bourgeoisie britannique a décidé de payer le prix nécessaire pour éviter à son système, les convulsions que connaissent les pays capitalistes sur le continent européen. Ce prix, ce fut le service médical socialisé, certains progrès dans le domaine du logement, un relèvement des salaires particulièrement bas et surtout, l'absence du chômage (entre les deux guerres, l'Angleterre avait eu en permanence, une moyenne de 1,5 millions de chômeurs).

La bourgeoisie doit d'autant plus être à payer ce prix, que la politique étrangère du gouvernement travailliste a défendu, ce ne pouvait mieux, les intérêts de l'impérialisme britannique, et que sa politique de nationalisation des industries-clé a permis aux industries de transformation anglaise d'abaisser leurs coûts de production, leur permettant ainsi de reconquérir d'importants marchés étrangers jadis perdus au profit de concurrents.

De récents événements sont venus porter un coup aux illusions de ceux qui croyaient déjà arriver au socialisme « par la voie parlementaire ». L'accroissement des dépenses de réarmement met en danger l'équilibre du budget et oblige le gouvernement britannique à accentuer encore ses tendances à « l'austérité », c'est-à-dire aux restrictions de la consommation courante des masses. D'autre part les travailleurs, qui ont accepté jusqu'à maintenant, bien que de plus en plus difficilement, la politique économique du gouvernement, commencent à se rebeller contre

tous les aspects de cette politique. Les Congrès récents des syndicats britanniques — Trade Unions — et du Parti Travailleiste ont montré à quels points cette rébellion est forte, puisqu'elle a même réussi à obliger les dirigeants travaillistes à céder, devant la critique qu'adressent les militants de base du mouvement ouvrier britannique aux dirigeants réformistes sur les suivants:

CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES

Sur ce plan, les « rebelles » ont obtenu une victoire complète au Congrès des syndicats, en votant une résolution demandant l'abolition immédiate de ce blocage, ainsi que des augmentations de salaires sans augmentation des prix, par la diminution des bénéfices capitalistes. Au Congrès du parti tra-

CRITIQUES AUX NATIONALISATIONS BOURGEOISES

Au Congrès des syndicats britanniques, le représentant officiel du syndicat des métallos, comptant 750.000 membres, fut obligé, sous la pression des militants, de voter une résolution demandant la diminution radicale du paiement des indemnités aux anciens actionnaires des industries nationalisées. Au Congrès du parti travailliste, la même revendication fut repoussée, mais le vote sur cette question n'eut pas lieu, à la suite des manœuvres de la direction.

POUR LE CONTROLE OUVRIER ET UN PLAN ECONOMIQUE

Ces questions furent soulevées par une résolution du syndicat des métallurgistes: AEU. Elles ne furent pas soumises au Congrès du Parti travailliste, mais plusieurs délégués de base les soulevèrent dans leurs interventions, réclamant notamment: la diminution des impôts indirects, l'abolition du service de la dette nationale (paiement de rentes aux grands capitalistes), la révision du budget d'après un plan d'investissement progressif, etc.

Ces idées directrices des « rebelles » syndicalistes et travaillistes indiquent une élévation remarquable de la conscience de classe des travailleurs britanniques. Si, sur des questions de politique étrangère le discrédit dans lequel les stalinien se sont jetés permet pour le moment à Bevin d'obtenir une très large majorité pour sa politique (environ 85 % des mandats au congrès travailliste), il n'en reste pas moins que de nombreuses interventions ont été le premier jour de ce congrès, condamnant la guerre impérialiste de Corée. « Les peuples de l'Asie ne toléreront plus la domination de l'impérialisme ou de ses hommes de paille », s'est écrié le délégué Rafter de la Fédération des Congrès de Margate. Plus l'esprit critique et la combativité socialiste des travailleurs britanniques s'accroissent, et plus il deviendra difficile aux dirigeants réformistes de maintenir leur équilibre instable actuel, plus les questions décisives pour l'avenir de la Grande-Bretagne seront liées à la lutte de classe, et ceci hors du Parlement.

M. BLANCHARD.

RETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

(Suite de la page 1)

de la bourgeoisie française pour frapper à leur tour.

La lutte des peuples coloniaux ouvre d'immenses possibilités révolutionnaires au prolétariat des pays occidentaux. Chaque coup porté à la domination colonialiste au Viet-Nam, en Corée, en Birmanie, en Malaisie, est un coup porté dans la métropole à la domination de la classe régnante. En ce sens, les peuples exploités apportent, par leurs luttes, une aide précieuse aux prolétaires des pays capitalistes.

Pour ces raisons, le prolétariat n'est pas « neutre » face au combat qui oppose actuellement les peuples coloniaux à l'impérialisme. De même, il ne serait pas « neutre » en face d'une agression impérialiste contre la Chine ou contre l'U.R.S.S. Il soutient et appuie aujourd'hui la lutte des peuples coloniaux, tout comme il appuierait et soutiendrait en cas d'agression la Chine ou l'U.R.S.S. En conséquence, il est en droit de dire à tous ceux qui préchent le « désarmement universel » le seul désarmement qui puisse intervenir au profit de la construction de la République, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les travailleurs. Or, pour désarmer

celle-ci, il faut précisément que les peuples du Viet-Nam, de la Corée, de la Chine, de l'U.R.S.S. soient armés. Tout comme pour désarmer dans les pays capitalistes, les forces policières et les ligues réactionnaires, il est nécessaire que les travailleurs aient des armes.

Lutter pour la révolution

La meilleure façon de défendre aujourd'hui les révolutions coloniales, comme si cela se présentait, la Chine ou l'U.R.S.S., c'est d'œuvrer dans tous les pays capitalistes au renversement de la dictature du prolétariat, en mettant à profit toutes les difficultés de la classe dominante et de son pouvoir d'Etat.

Seuls, ceux qui ont peur de la révolution peuvent cacher cette vérité aux travailleurs.

Dans l'Humanité du 14 octobre, André Marty réclamait le retrait du corps expéditionnaire afin que « la jeunesse de France puisse travailler à la reconstruction du pays » et que soit sauvegardé « l'Intérêt national et la consécration de la République ».

En dissimulant aux travailleurs le caractère profondément révolutionnaire de la lutte anticolonialiste et

en leur faisant croire que celle-ci doit se mener sous le signe de la défense de la république bourgeoise et démocratique, le stalinisme révèle une fois de plus que sa politique n'est pas de renverser le capitalisme, mais de le réformer.

C'est à force de manœuvrer les travailleurs, les chefs stalinien ont perdu du pouvoir de les mobiliser. Leur action anti-colonialiste apparaît à de larges masses, sous son véritable caractère: aventureuse, stérile, inefficace.

En appelant les travailleurs à se regrouper pour :

— Exiger le retrait du corps expéditionnaire;

— Empêcher de nouveaux départs au Viet-Nam;

— S'opposer à l'envoi de bataillons en Corée;

— Aider les peuples coloniaux à arracher leur indépendance et faire perdre à tout jamais à l'impérialisme français ses marchés colonialistes, l'avant-garde révolutionnaire doit montrer sans cesse à la classe ouvrière que cette lutte, tout comme la lutte pour le minimum vital et l'échelle mobile, a pour aboutissement le renversement du capitalisme et l'instauration d'un pouvoir ouvrier.

Pour les 17.500 Francs

Comités d'unité d'action élus démocratiquement

Le budget officiel de la Guerre s'élèvera en 1951 à 850 milliards de francs. Les salaires des travailleurs qui ne sont déjà en moyenne que de 47 % de ceux de 1938 vont en subir les conséquences.

Certains travailleurs — midinettes, lads, métalliers — ont arraché ces dernières semaines quelques fragments de salaires à la suite de luttes partielles. De telles actions sont nécessaires et doivent être utilisées chaque fois que cela est possible. Lorsque la classe ouvrière remporte une victoire, même partielle, c'est le front de lutte qui se ressoude. Mais ces victoires limitées ne peuvent suffire. Il faut arracher un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires.

De tels objectifs ne peuvent être atteints qu'au cours d'une lutte d'ensemble, puisque c'est toute la politique de la bourgeoisie française que ces revendications met en cause.

De cela, les travailleurs ont pris conscience. L'expérience des grèves de novembre-décembre 1947, de la grève des mineurs en octobre-novembre 1948 et des grèves de cette année aux mois de mars-avril, où ils furent battus parce que luttant corporation après corporation, le leur a appris.

Ce ne sera possible que si est surmontée la division syndicale et la désaffection croissante vis-à-vis des syndicats. La constitution de comités d'unité d'action sur des objectifs précis en est le moyen.

Les dirigeants F.O. et C.F.T.C., bien que s'étant prononcés pour un minimum vital de 17.500 francs supérieur de 4.000 francs aux chiffres fixés par le gouvernement, s'efforcent de trouver la meilleure façon de capituler. Solidaires de la politique de la bourgeoisie française, ils sont contre l'unité d'action des travailleurs et ils se prêtent de grand cœur aux manœuvres patronales et gouvernementales. C'est ainsi qu'ils acceptent d'être reçus par les patrons comme chez Renault, à l'exclusion de la C.G.T., et d'approuver la division syndicale au prix de quelques faibles avantages compensés

La légalité bourgeoise

Il semble que, depuis quelque temps, la Régie Renault, toujours à l'avant-garde de la lutte antiouvrière, embauche des travailleurs nord-africains, au mépris de la législation du travail.

On leur fait signer des contrats à trois mois, avec des clauses de révoation et des entraves à leurs droits élémentaires qui nous ramènent à la belle époque de 1830.

Une fois de plus, on s'aperçoit que la bourgeoisie, dans ses périodes de montée réactionnaire, commence par s'écarter, purement et simplement, sur ses propres lois, avant d'avoir la force d'en faire de nouvelles, plus savages encore.

Il n'y a qu'une réponse possible: la lutte de tous les travailleurs. Qu'ils s'unissent, chez Renault, contre de telles pratiques et que ceux qui seraient des précisions sur cette question nous les envoient. La Vérité défend les travailleurs, aidez-la.

Le mouvement revendicatif en Allemagne s'amplifie

Après la grève du bâtiment, qui a débuté vers la fin d'avril et a apporté un succès partiel aux travailleurs, le mouvement revendicatif s'amplifie en Allemagne autour du mot d'ordre d'augmentation des salaires. Parmi les principales catégories de travailleurs qui ont exigé et obtenu des augmentations de salaires de 10 à 15 %, il faut signaler les cheminots, les employés des P. T. T., les typographes et les métalliers de la province de Hesse. Les deux principales catégories qui viennent de réclamer des augmentations de salaires et qui ne les ont pas encore obtenus sont les mineurs de la Ruhr et les ouvriers de l'industrie chimique de la zone d'occupation française. La résistance du patronat devient de plus en plus tenace. Une association patronale a été constituée qui devra permettre aux patrons d'une branche d'industrie d'opérer un lock-out pendant plusieurs semaines, sans avoir des pertes exorbitantes. La classe ouvrière de son côté retourne lentement mais sûrement ses dons d'organisation et de combativité, qui avaient placé le mouvement ouvrier allemand à la tête du mouvement ouvrier d'Europe. Dans la grève du bâtiment, la plupart des participants, âgés de 18 à 35 ans, n'avaient jamais encore participé à un mouvement revendicatif normal; ils se sont montrés d'un allant remarquable.

Le Gérant: JULIA
Imp. Spéc. de « LA VÉRITÉ »

par de larges concessions (préavis de X jours avant toute action revendicative).

Les dirigeants de la C.G.T. se prononcent pour la constitution de Comités d'unité d'action sur la base des 17.500 francs. Mais ils entendent faire de ces Comités, des instruments de leur politique sur le plan; ils y posent la question de l'appel de Stockholm, ils tentent d'en exclure certains travailleurs — ceux qui, par exemple, n'acceptent pas leur calomnie sur la Yougoslavie, ainsi que cela s'est fait à S.N.C.M.A. — et de toutes façons isolent les Comités d'unité d'action des autres pour mieux les avoir entre leurs mains, ne leur donnant d'autres objectifs que se battre avec un usine, corporation par corporation.

Une fois de plus, ces directions syndicales ne déterminent pas leur orientation en fonction des intérêts des travailleurs. Les uns servent le capitalisme français et le bloc Atlantique, les autres la diplomatie du Kremlin.

Il appartient aux révolutionnaires

La démocratie n'est pas respectée...

chez Renault

Après quatre à cinq mois de silence, la Commission Exécutive de l'Atelier 27-59 convoque une réunion générale des syndicats C.G.T. pour les Comités d'Unité d'Action.

Après avoir développé devant les camarades présents leur utilité, le délégué propose de tirer un tract C.G.T. montrant leur importance actuellement. Un autre camarade explique que la vraie méthode, c'est de contacter dans le département des C.G.T. des C.G.T.-F.O., des C.F.T.C., des inorganisés, de leur expliquer et de se mettre d'accord sur un texte qui inviterait les camarades à venir constituer ce Comité d'Unité d'Action.

chez Chaousson

Chez Chaousson à Asnières de la C. G. T., la C. P. T. G. et les autonomes ont lancé un tract appelant à la constitution d'un Comité d'unité d'action.

Mais comment ce Comité doit-il être réalisé? Le tract le dit. Il y aura deux sortes de représentants à ce Comité: ceux des organisations et ceux des inorganisés. Ceux des organisations seront désignés par chacune d'elle sans qu'il soit précisé par quelles méthodes. Pour les inorganisés ils insisteront le vœu des non-syndiqués de leur choix sur le lieu même de travail dans les équipes, bureaux, services, etc. Chaque section syndicale aura huit représentants, l'ensemble des inorganisés en aura également huit.

Donc il n'y aura pas d'assemblée générale

de propulser une véritable politique d'unité d'action.

Les militants révolutionnaires agissent afin que se constituent des Comités d'unité d'action réellement démocratiques, rassemblant les travailleurs de toutes appartenances syndicales et inorganisés.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui devront déterminer les objectifs, les moyens de les atteindre, et élire les responsables de leur choix qu'ils contrôleront en permanence. Car la division syndicale, le nombre croissant des inorganisés reflètent la méfiance chaque jour plus grande des ouvriers à l'égard des directions syndicales qui les ont conduits d'échecs en échecs.

La tâche des révolutionnaires sera aussi de préconiser la fédération des Comités d'unité d'action corporation et nationalement et de préparer ainsi les conditions d'une lutte d'ensemble nécessaire pour arracher un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile.

Stéphane JUST.

Evolution des prix et des salaires depuis 1947

(indices officiels — base 100 en 1938)

	1947 (janv.)	1948 (fév.)	1949 (1 ^{er} trim.)	1950 (juil.)
Salaires	530	750	1.000	1.000
Prix	856	1.519	1.860	1.925
Rapport (pouvoir d'achat)	62 %	49 %	54 %	51 %

Nota. — Depuis juillet, la hausse des prix a provoqué un nouvel effondrement du pouvoir d'achat.

Le "cas Dellac"

Nous savions depuis longtemps déjà ce que les chefs stalinien, qui dirigent la C.G.T., entendent par démocratie syndicale. Les exclusions récentes d'un certain nombre de militants ouvriers défenseurs de la révolution yougoslave ne laissent aucun doute à cet égard. Un nouvel exemple de bureaucratisme vient de nous être donné au sein de la C.G.T., dirigée par la C.G.T., appelle le « cas Dellac ».

Dellac était Secrétaire de la C.G.T. Il démissionna de ce poste pour reprendre sa place à la S.N.C.F. Le bureau confédéral le remercia pour l'activité qu'il avait déployée dans son sein. Mais Dellac, désireux de militer pour l'unité syndicale sur la base d'un climat de démocratie réelle, accepta la direction du journal l'Unité qui lui précède sur une telle plate-forme.

Il fut bientôt déclaré exclu de la C.G.T. par la Vie Ouvrière; puis, quelques mois plus tard, il le fut, réellement cette fois, par une Assemblée générale à laquelle il n'avait pas été convoqué.

L'article que nous publions ci-dessous, paru dans l'Unité sous la signature de notre camarade Roux, délégué au dernier Congrès de la C.G.T., éclaire la continuité et, pourrait-on dire, la tradition de bureaucratisme et des méthodes fractionnelles des dirigeants cégistes. Ceux-ci n'ont d'ailleurs rien à envier à la direction de la C.G.T.-F.O., qui dans le domaine du bureaucratisme, s'y connaît quelque peu aussi.

Je ne connais Dellac que pour avoir échangé quelques mots avec lui, il y a plusieurs mois, au sortir d'un meeting. Ainsi traité pas l'intention de discuter des qualités de dirigeant syndical de ce camarade. Parlant de lui, Le Léop déclare qu'il ne le sait pas, mais le « qualifie ». Je voudrais, moi aussi, « qualifier » : qualifier certaines méthodes de certains responsables syndicaux, parmi lesquels Le Léop lui-même.

Jamais, sans doute, avec plus cynisme n'aurait été fait de la petite cuisine qui se mijote dans les hautes sphères confédérales. Dellac, lors du Congrès confédéral d'octobre 1948, venait d'être élu au Comité Directeur du P.S.U. depuis quinze jours, et c'est pour ne pas donner un camouflet au P.S.U., nous dit Le Léop, que la candidature de ce camarade fut présentée aux suffrages du C.C.N. Ainsi donc ce n'était pas tant l'intérêt de la C.G.T. qui guidait dans ces élections que le souci de ne faire aucune peine même légère au P.S.U.

Les délégués qui, debout, applaudissent et acclament vivement le nom de Dellac ne se doutaient pas qu'ils préservent ainsi l'unité ouvrière en France. C'est le même souci unitaire qui animait Le Léop lorsque, à la Commission de résolution générale, il demandait qu'on ne fût pas ouvertement des dockers qui refusent de charger du matériel pour l'Indochine... parce que cela pourrait faire casser la F.S.M. ... qui

rejection du journal l'Unité qui lui précède sur une telle plate-forme.

Il fut bientôt déclaré exclu de la C.G.T. par la Vie Ouvrière; puis, quelques mois plus tard, il le fut, réellement cette fois, par une Assemblée générale à laquelle il n'avait pas été convoqué.

L'article que nous publions ci-dessous, paru dans l'Unité sous la signature de notre camarade Roux, délégué au dernier Congrès de la C.G.T., éclaire la continuité et, pourrait-on dire, la tradition de bureaucratisme et des méthodes fractionnelles des dirigeants cégistes. Ceux-ci n'ont d'ailleurs rien à envier à la direction de la C.G.T.-F.O., qui dans le domaine du bureaucratisme, s'y connaît quelque peu aussi.

ne s'en est pas moins brisée d'ailleurs...

Il est peut-être bon de rappeler ici une conversation entre Dumont, Le Léop et moi-même au cours du Congrès confédéral. Etant intervenus seuls, Dumont et moi, en faveur de la grève générale pour soutenir les mineurs en lutte, nous demandions à être représentés à la Commission de résolution générale. Le Léop, croyant sans doute en finir avec nous, nous expliqua que la dite Commission était déjà composée de moitié de « communistes » et moitié de « Le Léopistes », alors que la stricte appréciation des forces eût donné neuf sièges aux premiers contre un seul aux seconds. Mis à part le fait que Dumont, assez chatouilleux sur la démocratie, faillit, à cette occasion, manger du Le Léop au sens propre, la scène révèle chez nos responsables confédéraux une assez jolie mentalité d'épiciers. Et, après cela, on nous expliquera que les fractions sont interdites dans la C.G.T. si quelque courant, ayant une orientation différente de celle de la majorité, prétend être représenté proportionnellement.

Mais, pour revenir au cas Dellac, je me demande si l'agenda 1949 de la V. O., que l'on nous distribuait au Congrès d'octobre 1948, était vraiment édité depuis moins de quinze jours? En effet, on y trouve à la page 6 le Bureau confédéral... futur, avec Dellac, bien entendu.

Albert Roux.

Le jeune soldat reste un prolétaire

(Suite de la première page)

lute de toute la classe ouvrière parce que c'est une mesure de combat de la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière et qui vise

à la scinder et à la démolir. Cette lutte doit être menée de front à l'usine et à la caserne.

D'abord maintenir un contact constant entre les encasernés et les usines. L'organisation et le soutien de la lutte des soldats

contre toutes les tentatives de les utiliser pour combattre leurs frères des usines ou les mouvements de libération des peuples coloniaux.

Les prolétaires des usines soutiendront...

Créée dans chaque usine, chaque chantier, chaque bureau, chaque quartier des Comités d'unité d'action contre le rabiot. Aidez les encasernés à se lier entre eux au moyen d'un journal qui popularisera les expériences faites dans les différents régiments et qui expliquera que la lutte à l'usine et à la caserne reste la même, sous des formes différentes, contre le même ennemi de classe: la bourgeoisie.

en bleu et ceux en uniforme. Lutte contre l'isolement dans lequel la bourgeoisie cherche à tenir les rouges.

que lorsque les soldats prenaient en main la défense de leurs revendications, la caste militaire cédait, comme à l'usine le patron cède lorsque l'ensemble des ouvriers entre en lutte.

la caserne, pour le droit aux encasernés de participer aux manifestations ouvrières, une telle lutte exige, au tout premier chef, la manifestation à la caserne de l'existence des organisations prolétariennes, partis, mouvements de jeunesse, syndicats, etc., auxquels appartenassent les jeunes avant leur appel sous les drapeaux. La dénonciation des cliques réactionnaires placées dans les bureaux de Compagnies, la mise en quarantaine des mouchards, le contact avec les organisations ouvrières, permettent de soutenir toutes les revendications des encasernés.

Avec ces Comités regroupant tous les ouvriers syndiqués ou non, les ménages, assurez une liaison constante entre les prolétaires

Diffusez la littérature prolétarienne aux ouvriers en uniforme, contrôlez le fonctionnement des caisses du « Sou du soldat », suivez le parainage par les travailleurs des jeunes paysans en uniforme.

Pour l'amélioration de l'ordinaire, pour l'octroi de permissions, pour la suppression des brimades, pour la levée des punitions, pour l'abolition de toutes ces pratiques médiévales comme la « pelote » (instruction militaire spéciale) ou le « tombeau » qui visent à brimer la résistance morale de l'encaserné. Pour le droit de lire la presse ouvrière à

les jeunes ouvriers en uniforme

Ton premier contact avec l'armée sera déprimant. Des tonnerres et tu es ouvrier, tu seras, de prime abord, suspect. Tu vie civile aura pu te faire croire à l'existence d'une certaine démocratie. A l'armée, tu verras que cette démocratie n'existe plus, en voudra te faire vivre les chefs comme des dieux. Le sous-off sera ton maître absolu.

Pas une assemblée ouvrière, pas une délégation, pas une grève, pas une manifestation qui oublierait vos frères des casernes! Dans les casernes, l'expérience a montré

Si tu as entendu parler chez toi, ou si tu as de très anciens numéros de l'Avant-Garde ou de la Caserne, tu auras appris ce que fut la glorieuse lutte de la Jeunesse Communiste contre le militarisme au temps de la Ruhr, de la guerre du Maroc, au temps de Calvi et des Journées Rouges. Dans de prochains articles, nous te communiquerons ce que les luttes peuvent t'apporter d'expériences utiles.

aujourd'hui, les troupés qui ont ramassé le drapeau de l'antimilitarisme révolutionnaire que le P.C.F. et l'U.J.R.F. ont laissé tomber, s'adressent à toi.

Tu les trouveras à tes côtés à la caserne comme tu les as trouvés à l'usine, combats avec eux. La lutte contre le rabiot et contre le militaire ne peut être que révolutionnaire.

"LES AMIS DE LA VERITE" vous invitent à célébrer :
Le trente-troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre
Le Vendredi 10 Novembre à 20 h. 30
Salle Susset - 206, quai de Valmy (métro Jean-Jaurès)
Un grand film révolutionnaire
 Demander des invitations auprès de nos vendeurs et dans nos permanences